

SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ CENTRAL DU FLN

Belkhadem dans le doute

Le comité central du Front de libération nationale tiendra, samedi et dimanche prochains, une session extraordinaire. La rencontre, qui se tiendra la veille du Ramadan, s'annonce capitale pour Abdelaziz Belkhadem.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Plus que quelques jours avant le grand test.

La session du comité central du Front de libération nationale, qui se tiendra les 30 et 31 juillet, s'annonce décisive pour l'avenir politique de Abdelaziz Belkhadem.

La rencontre permettra de confirmer s'il jouit toujours de la même légitimité au sein de sa formation.

Pour cela, Belkhadem devra en premier lieu relever le défi de la participation.

Organiser une session du comité central avec moins de la moitié de ses membres serait considéré comme dramatique pour la direction actuelle du FLN.

Le mouvement de redressement a déjà annoncé qu'il envisageait de ne pas participer. «Assister serait cautionner. Il n'est pas question d'entrer dans le jeu de Belkhadem. Nous esti-

mons qu'une soixantaine de membres de notre mouvement ne serait pas présents», a indiqué, hier, Mohamed Seghir Kara, porte-parole du mouvement de redressement.

Selon lui, Abdelaziz Belkhadem doit également s'attendre à d'autres défections. «Certains cadres du parti, qui ne sont pas engagés activement à nos côtés, ont annoncé qu'ils seraient absents. Ils ne veulent pas participer à une mascarade», a souligné Kara.

Outre la problématique de la participation, cette session pourrait être l'occasion d'un grand déballage. Depuis quelques semaines, on assiste à une véritable guerre ouverte entre les pro et les anti-Belkhadem.

La dernière bataille en date s'est déroulée à Tébessa où des militants du FLN, tendance redresseurs, ont été pris



Une session capitale pour Belkhadem.

à partie par des individus proches d'un député indépendant qui siège au sein du comité central du FLN. Plusieurs personnes ont été hospitalisées au terme d'une bagarre générale.

Abdelaziz Belkhadem n'a aucun intérêt à ce que la session du comité central soit émaillée d'incidents similaires. D'autant que l'ordre du jour de cette rencontre est, en lui-même, source de conflits. Durant deux jours, le CC est censé

débattre des dispositions à mettre en œuvre en vue de préparer les prochaines échéances électorales. Il est évident que la quasi-totalité des membres du CC ont intérêt à figurer en bonne place sur une des listes du parti. L'objectif principal étant, bien entendu, les législatives de 2012. Là aussi, il faut s'attendre au pire.

Sur le plan politique, il reste toutefois une grande inconnue : quelle sera la réaction des «léga-

listes», les cadres proches de Ali Benflis ? Agissant dans la plus totale discrétion, ces der-

niers ont réussi à mettre en place des réseaux très efficaces.

Un certain nombre d'entre eux siègent même au sein du comité central. Peut-être cette session sera-t-elle mise à profit pour lancer quelques «actions» ?

A ce titre, il est important de préciser qu'au cours d'une réunion régionale qui s'est tenue samedi à Khenchela, les légalistes ont décidé d'engager un «redéploiement» au sein du parti.

Un élément que devrait prendre en compte Abdelaziz Belkhadem. Surtout que la seconde journée de la session du comité central coïncidera avec... la nuit du doute.

T. H.

RUMEURS SUR UNE CARGAISON D'ARMES QUI AURAIT TRANSITÉ PAR LE PORT DE DJEN DJEN

Réaction ambiguë de l'ambassade des États-Unis à Alger

Une source diplomatique de l'ambassade des États-Unis à Alger a indiqué, hier, être au «courant d'informations médiatiques» concernant un cargo transportant des armes pour l'armée libyenne qui aurait transité par l'Algérie. Notre interlocuteur s'est refusé à confirmer l'existence d'une enquête des autorités américaines sur ce sujet.

L'affaire sur une supposée enquête américaine au sujet d'une cargaison d'armes à destination de la Libye qui aurait transité par le port de Djen Djen semble embarrasser les services de l'ambassade des États-Unis à Alger.

La chancellerie a indiqué, hier, avoir pris connaissance d'«informations médiatiques», faisant état de cette histoire. «Nous sommes au courant d'informations médiatiques concernant un cargo d'armes en direction de la Libye qui s'est arrêté en Algérie. Nous reconnaissons l'engagement de l'Algérie de respecter les résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU. Le gouvernement algérien a indiqué à plusieurs reprises qu'il adhérerait strictement à toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU relatives au conflit libyen», a indiqué une source qui a requis l'anonymat.

Notre interlocuteur a préféré ne pas évoquer l'existence d'une enquête des autorités américaines tel qu'annoncé, vendredi dernier, dans une dépêche de l'agence Reuters.

«Nous avons entendu dire qu'un navire transportait des armes au profit du régime de Kadhafi, qu'il a été récemment autorisé à accoster en Algérie et que ces armes sont actuellement transportées par voie terrestre vers la Libye. Le gouvernement des États-Unis s'efforce de s'assurer de la véracité de ces affirmations. Si cela s'avère vrai, cela constituerait une violation des résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité», avait annoncé l'agence britannique en reprenant des propos d'un responsable du département d'Etat américain.

Reuters avait précisé que l'enquête avait été engagée suite à des informations fournies par des «sources d'oppositions libyennes».

Interrogé par l'APS, le porte-parole du ministère algérien des Affaires étrangères avait «démenti catégoriquement» ce qu'il estime être des «allégations».

Tarek Hafid

SITUATION SÉCURITAIRE DANS LE SAHEL

Les Britanniques s'informent à Alger

Le conseiller du Premier Ministre britannique pour la lutte antiterroriste en Afrique du Nord et au Sahel, le général Robin Searby, est arrivé hier à Alger pour une visite de travail de deux jours. Il aura, au cours de son séjour, à s'entretenir avec de hauts responsables algériens, a informé dans une note de presse l'ambassade britannique à Alger.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - La pré-occupation occidentale, particulièrement européenne, à propos du terrorisme et de la sécurité dans le Sahel, s'est sensiblement accentuée avec la crise interne libyenne.

Alger, qui joue un rôle pivot dans la lutte et la prévention contre le terrorisme dans la région, officie, de ce fait, en partenaire privilégié des capitales européennes. C'est ainsi que depuis hier, et pour deux jours, elle accueille le conseiller du Premier ministre britannique pour la lutte antiterroriste en Afrique du Nord et au Sahel, le général Robin Searby.

Habitué de séjours dans la capitale algérienne, dans le cadre de ses missions, le général Robin Searby travaillera à consolider la relation

déjà fort importante de coopération algéro-britannique dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et sur les questions de sécurité en général. Mais fondamentalement, l'émissaire britannique porterait un vif intérêt à la situation dans le Sahel induite par l'enlèvement du conflit libyen. D'ailleurs, l'ambassade britannique à Alger a, dans sa note d'information, mis en exergue le risque de détérioration sécuritaire au Sahel. «La menace du terrorisme dans le Sahel est réelle et en expansion. L'Algérie a un rôle pivot dans la lutte antiterroriste et la coopération en matière de sécurité dans la région, en ces temps d'instabilité régionale accrue et de menace pour la sécurité, notamment en développant la coopération régionale à travers le CEMOC

et d'autres forums régionaux et internationaux», a-t-elle noté.

Au-delà des aspects techniques de la coopération sécuritaire qui seraient nécessairement au menu des entretiens de l'émissaire britannique avec ses interlocuteurs algériens, la visite revêt, en sus, une dimension politique. En ce sens qu'elle se veut un encouragement à l'initiative algérienne de constituer avec le reste des pays du Sahel un front contre le terrorisme. Ce front a été mis en place à l'occasion des deux réunions d'Alger d'abord et de Bamako ensuite.

Les Britanniques, qui déjà entretiennent de bonnes relations de coopération dans le domaine sécuritaire, à travers le groupe de contact bilatéral de coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et les questions de sécurité connexes, s'enthousiasment déjà pour la conférence d'Alger des pays du Sahel élargie aux institutions internationales et aux États étrangers par-

tenaires dans la lutte antiterroriste. La conférence en question est attendue pour septembre prochain. Et avant cette mégaconférence d'Alger, Algériens et Britanniques ont rendez-vous à Alger pour un nouveau round de dialogue annuel sur la lutte contre le terrorisme.

Rappelons que le groupe de contact bilatéral de coopération bilatérale algéro-britannique dans le domaine de lutte contre le terrorisme a déjà tenu deux réunions, la première à Alger, la seconde à Londres. Cette dernière a eu lieu fin novembre 2010.

La délégation algérienne fut conduite par Kamel Rezzag Bara, conseiller du président de la République et celle britannique par Simon Manley, directeur de la défense et des menaces stratégiques au ministère britannique des Affaires étrangères. Lors de cette réunion, les Britanniques avaient réaffirmé leur soutien à l'Algérie quant à la criminalisation du paiement des rançons pour les terroristes.

S. A. I.